



**7 JOURS DE CHAINES
EN PLUS TOUT DE SUITE !**

REABONNEZ-VOUS EN AVANCE ET PROFITEZ
D'UNE SEMAINE DE CHAINES EN PLUS

CANAL+ MALI

36 555
(COUT D'UN APPEL LOCAL)

LES BOUQUETS
CANAL+



www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°434 du 3 au 9 août 2023



CEDEAO - COUPS D'ÉTAT

LE TOURNANT NIGER

Depuis le coup d'Etat contre le président nigérien Mohamed Bazoum, la CEDEAO se montre intransigente sur un retour à l'ordre constitutionnel. Alors que la fin de l'ultimatum aux militaires du CNSP approche, plusieurs scénarios se dessinent...

GRATUIT

Ne peut être vendu

L'EAU C'EST LA VIE LA VIE C'EST

DIAGO

EAU MINÉRALE
NATURELLE



SPONSOR OFFICIEL DE VOTRE SANTÉ



ÉDITO

La guerre des perdants

Qui va céder ? La CEDEAO ou les militaires putschistes ? L'instance sous-régionale, présidée par le Nigérian Bola Tinubu, a rapidement donné le ton. Non aux coups d'État, ils ne sauraient plus prospérer dans une Afrique de l'Ouest déjà bien touchée. Mais son message se heurte à la réalité du terrain et à son premier vrai test, le Niger. Un test grandeur nature, aux énormes implications, notamment sécuritaires, mais aussi pour l'avenir d'une instance décriée et qui joue le « peu » de crédibilité qui lui reste. Certainement conscients de cela et de la nécessité de stopper l'hémorragie putschiste, les chefs d'État n'écarteraient aucune possibilité, y compris une intervention militaire, pour remettre dans son fauteuil présidentiel Mohamed Bazoum. Face à cette option, les autorités maliennes et burkinabé ont mis leur grain de sel, mettant en garde et assurant que toute intervention serait une déclaration de guerre à leur endroit. Une partie du décor ainsi plantée, il reste encore plusieurs pièces pour compléter le puzzle. D'abord, celle des groupes terroristes. Si les différentes déclarations de part et d'autre se traduisent en actes, les conséquences pourraient être terribles pour le Sahel. Le Nigéria, qui pourrait fournir des troupes, ainsi que le Niger, qui partagent une frontière commune et la lutte contre Boko Haram, se verraient tous deux fragilisés et plus vulnérables aux incursions du groupe terroriste. Cette déstabilisation aurait un effet domino sur le Tchad, et très certainement sur des pays comme le Togo et le Bénin. Mali et Burkina Faso, qui ont déjà assez à faire avec l'État islamique et le JNIM, ne sauraient se permettre de créer de nouveaux fronts. Un brasier qui pourrait toucher des territoires voisins jusqu'ici épargnés. Ce scénario serait du pain béni pour ces groupes. Une autre pièce est l'avenir des Occidentaux. Le Niger était pour eux l'un des derniers États fiables et « stables » au Sahel. Leurs plans pourraient être revus.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

LE CHIFFRE

1 800

C'est le nombre d'attaques terroristes commises en Afrique de l'Ouest entre janvier et juin 2023 selon la CEDEAO. Elles ont fait 4 600 morts. Le Burkina Faso est le plus touché avec 2 725 attaques, suivi du Mali avec 844.

ILS ONT DIT...

• « La nature déraisonnable de ce coup d'État (Niger), sa violation flagrante des principes de l'UA et les menaces graves et réelles qu'il pose pour la stabilité des pays de la région signifie qu'il doit être résolument combattu. Ce coup d'État, comme tous les changements anti-constitutionnels au moyen desquels une armée s'installe au pouvoir, doit cesser complètement ». **Moussa Faki Mahamat, Président de la Commission de l'Union africaine**, le 31 juillet 2023.

• « Dans notre Constitution nouvellement promulguée il est écrit dans son article 187 « tout coup d'État ou putsch est un crime imprescriptible ». Le Mali ne doit pas entrer en guerre pour défendre ce que lui-même a interdit. Qu'on ne nous fasse pas croire que c'est pour défendre le peuple nigérien ». **Aliou Boubacar Diallo, Président d'honneur de l'Alliance démocratique pour la paix (ADP-Maliba)**, le 1er août 2023.

UN JOUR, UNE DATE

5 août 1962 : Arrestation de Nelson Mandela en Afrique du Sud. Il passera 27 années en prison.



La sélection féminine de basket du Mali s'est qualifiée ce mercredi 2 août pour les demi-finales de l'Afrobasket. Les Aigles Dames ont battu la Guinée 96-40. Elles joueront contre le Sénégal en demi-finale.



L'opposant sénégalais Ousmane Sonko a été placé sous mandat de dépôt le 31 juillet par un tribunal de Dakar. Déjà condamné à deux ans de prison pour corruption de la jeunesse, il doit faire face à huit nouveaux chefs d'accusation.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Les chefs d'Etat major de la CEDEAO réunis à Abuja au Nigeria pour évoquer la situation au Niger. 2 août 2023.

CEDEAO - COUPS D'ÉTAT : LE TOURNANT NIGER ?

Le renversement du pouvoir du Président Mohamed Bazoum au Niger, le 26 juillet 2023, 4ème coup d'État en Afrique de l'Ouest en 3 ans, plonge la région dans un climat de tension exacerbé par les prises de positions tranchées de certains dirigeants vis-à-vis des nouvelles autorités de Niamey. La CEDEAO, soutenue par une grande partie de la communauté internationale, se montre intransigente sur un retour immédiat à l'ordre constitutionnel dans le pays. Alors que l'ultimatum donné aux militaires du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) prend fin ce dimanche, les jours prochains s'annoncent incertains au Niger et dans le Sahel.

MOHAMED KENOVI

Tolérance zéro. C'est le maître-mot des chefs d'États de la CEDEAO face au putsch du Général Abdourahmane Tchiani, 59 ans, chef de la garde présidentielle du Niger depuis 2011, devenu le nouvel homme fort du pays depuis le 28 juillet 2023. Pour joindre l'acte à la parole, les dirigeants ouest-africains n'ont pas hésité le 30 juillet, lors d'un sommet extraordinaire de la CEDEAO, à prendre de sévères sanctions contre les militaires nigériens du CNSP. Déclarant prendre toutes les mesures au cas où les exigences de la Conférence des Chefs d'États ne seraient pas satisfaites dans un délai d'une semaine pour assurer le rétablissement de l'ordre constitutionnel en République du Niger, ce qui n'exclut pas un usage de la force, ils ont décidé de la fermeture des frontières terrestres et aériennes entre les pays de la CEDEAO et le Niger et de la suspension de toutes les transactions commerciales et financières entre les États membres et Niamey. Outre ces sanctions, les Chefs d'États de la CEDEAO ont également décidé du gel des avoirs de la République du Niger dans les banques centrales de la BCEAO, de celui de toutes les transactions de service, y compris les services publics, ainsi que des avoirs de l'État du Niger et des entreprises publiques et parapubliques logées dans les banques commerciales, de la suspension du Niger de toutes les formes d'assistance financière et de transactions avec

toutes les institutions financières, notamment la BIDC et la BOAD, et de l'interdiction de voyage et du gel des avoirs des officiers militaires impliqués dans la « tentative de coup d'État ».

Bola Tinubu, le Président « anti-putsch » S'il y a un signal fort que la CEDEAO veut désormais envoyer dans la sous-région, c'est l'image d'une institution forte qui ne laissera plus le champ libre aux renversements de pouvoirs démocratiquement installés. Dès son arrivée à la tête de l'institution sous-régionale, le 9 juillet dernier, le Président nigérian Bola Tinubu, qui a affirmé son intransigence face aux auteurs de coups d'État, avait donné le ton. « Nous ne permettons pas qu'il y ait coup d'État après coup d'État en Afrique de l'Ouest », avait-il martelé devant ses pairs pour sa première prise de parole en



Les chefs d'État de la CEDEAO réunis en sommet extraordinaire le 30 juillet dernier ont fixé un ultimatum d'une semaine pour rétablir Mohamed Bazoum dans ses fonctions.

la situation politique au Niger, le septuagénaire n'y est pas allé de main morte. « L'un de nous est retenu en otage par sa garde présidentielle. Quelle calamité (...). C'est une insulte pour chacun de nous. Nous devons agir fermement pour restaurer la démocratie », a lâché le Président de la plus grande économie du continent, arrivé au pouvoir en mai dernier après avoir remporté dès le premier tour la présidentielle de février 2023. Le 31 juillet, le chef d'État-major des armées du Nigéria, Christopher Musa, a réitéré sur un média étranger cette position. « Nous allons faire

rien. Même s'il semble résolument engagé dans une voie de réhabilitation de son homologue déchu, certains analystes soutiennent que Bola Tinubu court le risque de devenir un « tigre de papier », fort sur le discours mais peu influent et pragmatique en réalité. D'autant que les conséquences sécuritaires d'une intervention pourraient s'avérer dramatiques. Les groupes terroristes Boko Haram, État islamique ou encore le JNIM pourraient profiter du chaos ambiant pour asseoir leur emprise et étendre l'hydre terroriste à d'autres pays de l'organisation.

REPÈRES

26 juillet 2023 : Mohamed Bazoum est renversé par un coup d'État.

30 juillet 2023 : La CEDEAO réunie en session extraordinaire, condamne le putsch, prend des sanctions et menace d'intervenir militairement dans le pays après la fin d'un ultimatum d'une semaine.

31 juillet 2023 : Le Burkina Faso et le Mali avertissent que toute intervention au Niger s'assimilerait à une déclaration de guerre contre les deux pays.

le pays et a rencontré les principaux protagonistes. Mais les lignes n'ont pas bougé suite à cette visite. Une nouvelle délégation de l'instance sous-régionale est depuis ce mercredi à Niamey pour tenter de trouver une issue pacifique. En attendant de voir ce qu'il pourra se passer à partir de la semaine prochaine et l'expiration de l'ultimatum « ouest-africain », les analystes avancent plusieurs scénarios pour la suite des événements au Niger. Allant de l'organisation d'un « coup d'État contre le coup d'État » à une intervention militaire de la CEDEAO avec

des pays africains comme le Tchad et soutenue par les Européens, en passant par le soutien à un mouvement populaire de protestation interne contre le coup d'État ou encore des négociations avec les militaires du CNSP pour l'instauration d'une transition, les options sont aussi diverses que risquées pour la stabilité du pays et de la région. Les chefs d'État-major de la CEDEAO sont réunis depuis mercredi à Abuja pour se pencher sur les possibilités du recours à la force. Au même moment, une délégation des militaires nigériens conduite par le numéro 2 s'est rendue à Bamako puis à Ougadougou le mercredi 2 août pour échanger avec les autorités de la transition sur les questions sécuritaires.

Incidences sur le Mali ? Bien avant que le Niger ne tombe dans le cercle des pays de la CEDEAO qui sont dans une rupture de l'ordre constitutionnel, l'institution sous-régionale avait commencé par remettre la pression sur les pays en transition dans l'espace communautaire. Elle prévoyait d'envoyer le Président béninois Patrice Talon au Mali, au Burkina Faso et en Guinée

pour relancer le dialogue au plus haut niveau avec leurs autorités respectives, en vue du respect des délais impartis aux transitions. Un nouveau sommet allait d'ailleurs être consacré début août à la situation dans ces 3 pays, selon une source proche de la CEDEAO, comme nous l'évoquions dans notre numéro précédent. Les événements au Niger vont-ils amener la CEDEAO, qui n'excluait d'ailleurs déjà pas de nouvelles sanctions, à durcir sa position vis-à-vis des autorités de transition maliennes quant au respect du chronogramme arrêté selon laquelle le pouvoir devrait être remis aux civils en février 2024 ? Les relations entre le Mali, le Burkina Faso et la CEDEAO semblent à nouveau se dégrader. En réaction aux décisions de la Conférence des Chefs d'États de la CEDEAO du 30 juillet, les deux pays ont indiqué dans un communiqué conjoint le 31 juillet 2023, refuser d'appliquer ces « sanctions illégales, illégitimes et inhumaines contre le peuple et les autorités nigériens ». « Les gouvernements de Transition du Burkina Faso et du Mali avertissent que toute intervention militaire contre le Niger s'assimilerait à une déclaration de guerre contre le Burkina Faso et le Mali », poursuit par ailleurs le communiqué, dans lequel les deux pays préviennent aussi qu'une intervention militaire contre le Niger entraînerait leur retrait de la CEDEAO et l'adoption de « mesures de légitime défense en soutien aux Forces armées et au peuple du Niger ». « La CEDEAO, avec le leadership de Bola Tinubu, ne comptait pas tolérer le non-respect du chronogramme de la Transition au Mali et une éventuelle nouvelle prolongation. Avec la nouvelle donne, le cas du Niger et la position des militaires au pouvoir au Mali, elle voudra prendre des mesures pour un retour dans les délais à l'ordre constitutionnel dans le pays, y compris de nouvelles sanctions », glisse un observateur. ■

3 QUESTIONS À



DR AMIDOU TIDIANI

Enseignant-chercheur à l'Université Paris-13

1 Quel regard portez-vous sur le coup d'État au Niger ?

La situation au Niger ne peut s'analyser qu'au regard du contexte global de la sous-région sahélienne. C'est la continuité, prédictible, d'un vent de lassitude et de rejet qui s'est levé à Bamako pour se propager sur le reste de la sous-région. En outre, l'inefficacité de la stratégie de certains États africains de déléguer leur sécurité à la France entraîne des frustrations au sein de la classe militaire, qui continue à perdre des camarades sur le terrain. L'évolution positive de la situation sécuritaire au Mali donne des idées à d'autres pays. Hélas, le vent qui a balayé Bazoum n'est pas près de s'arrêter.

2 Selon vous, la CEDEAO réussira-t-elle à réhabiliter Mohamed Bazoum ?

La CEDEAO ne peut pas réussir à réinstaller Mohamed Bazoum. Le prix à payer rendrait sa gouvernance impossible. En outre, comme je l'ai dit à l'époque des sanctions contre le Mali, la CEDEAO adopte des sanctions totalement illégales et qui ne font que la discréditer. Elle donne l'impression de ne pas s'inquiéter des crises sécuritaires, humanitaires et sociales.

3 Va-t-elle durcir le ton ?

Elle peut durcir le ton, mais aucune force extérieure ne peut forcer l'installation d'un régime contre l'armée du pays concerné. Si Mohamed Bazoum revient aux affaires par une intervention forcée de la CEDEAO, le Niger deviendra ingouvernable.

AU NIGER, L'OCCIDENT VEUT CONSERVER SON DERNIER ALLIÉ AU SAHEL

3ème coup d'État au Sahel depuis 2020, après le Mali et le Burkina Faso, et 4ème en Afrique de l'Ouest avec la Guinée, le renversement du Président Mohamed Bazoum au Niger, le 26 juillet 2023, passe mal dans la communauté internationale. Dans ce pays, considéré comme le dernier allié de l'Occident dans la région, la pression des puissances occidentales s'accroît pour une réhabilitation sans délai du président déchu.

MOHAMED KENOVI



Les Américains ont deux bases aériennes au Niger.

Le coup d'État au Niger suscite depuis une semaine une vague de condamnations à travers le monde. En première ligne contre le coup de force du Général Abdourahmane Tchiani, à l'heure où nous mettons sous presse certains pays occidentaux brandissent la menace de suspension de leur coopération et/

ou soutenaient les sanctions et les efforts de la Cedeao et de l'Union Africaine pour un retour à l'ordre constitutionnel. La France, qui a une présence militaire importante au Niger, où sont stationnés 1 500 militaires dans le cadre de la nouvelle formule de Barkhane après le retrait de l'opération du Mali, a annoncé le 29 juillet suspendre, avec effet immédiat, « toutes

ses actions d'aide au développement et d'appui budgétaire, demandant le « retour sans délai à l'ordre constitutionnel nigérien autour du Président Mohamed Bazoum, élu par les Nigériens ». La veille, le Secrétaire d'État américain Antony Blinken avait assuré du « soutien indéfectible » de Washington au Président déchu et souligné que le renversement de son pouvoir remettait en cause des centaines de millions de dollars d'aide américaine au profit du peuple nigérien. À l'instar de la France, les États-Unis disposent de près d'un million de militaires au Niger et surtout de deux bases aériennes, l'une à Niamey et l'autre à Agadez, dans le nord du pays, équipées de drones et faisant office de

pivot pour l'armée américaine. Par ailleurs, l'Allemagne, dont l'armée possède aussi une base militaire dans la capitale nigérienne, qui lui sert de plateforme pour le retrait de ses forces du Mali et où opèrent actuellement une centaine de soldats, a apporté son « plein soutien à l'évolution démocratique du Niger ». « Avec l'Union européenne, nous avons soutenu le gouvernement civil et restons persuadés que seul un gouvernement démocratique pourra apporter des réponses aux défis du pays », a martelé Annalena Baerbock, la Cheffe de la diplomatie allemande.

Dans la foulée, Joseph Borell, Chef de la diplomatie européenne, a assuré de son côté que l'Union Européenne « ne reconnaît pas et ne reconnaitra pas » les autorités issues du putsch du 26 juillet. L'institution a en outre décidé de la suspension, avec effet immédiat, de toute aide budgétaire et de toute coopération dans le domaine sécuritaire avec le Niger. ■

CEDEAO : LES PRÉCÉDENTES INTERVENTIONS MILITAIRES



LIBERIA (1990-1999) : LA PREMIÈRE INTERVENTION

Alors que la guerre civile fait rage au Libéria depuis décembre 1989 entre les partisans du président Samuel Doe et ceux du rebelle Charles Taylor, le 7 août 1990, les États membres de la CEDEAO se mettent d'accord sur l'envoi de forces de maintien de la paix. Ainsi est créé le Groupe de contrôle du cessez-le-feu de la CEDEAO (Economic Community Cease-Fire Monitoring Group, ECOMOG). Forte de 10 000 soldats, majoritairement des Nigériens, les premières semaines du déploiement sont marquées par un terrible camouflet. Le 9 septembre 1990, le président Doe est capturé dans le bureau même du commandant de l'ECOMOG par les hommes de Prince Johnson après d'intenses combats qui ont fait plus de 70 morts. Samuel Doe sera par la suite torturé et assassiné. Pour une première expérience la CEDEAO se retrouve empiétrée dans un bourbier, elle augmentera par la suite son effectif à 20 000 soldats et négociera 14 accords de paix sans succès. Le 15^{ème} est le bon, il est signé à Abuja en août 1996 et permet l'organisation d'un scrutin, aboutissant à l'élection de Charles Taylor comme président du Libéria. L'ECOMOG est quant à elle transformée en force permanente. En 2004, l'ECOMOG devient la force en attente de la CEDEAO.



SIERRA-LEONE (1991-2000) : UN PRÉSIDENT RÉINSTALLÉ

Le conflit en Sierra Leone est lié à celui du Libéria. La rébellion du Front révolutionnaire uni (RUF), commence en 1991 avec le soutien de Charles Taylor. Les forces de la CEDEAO interviennent et appuient les militaires sierra-léonais. Ensemble, ils repoussent les rebelles. Mais le président de l'époque Joseph Momo est renversé en 1992 par un jeune capitaine de son armée. Ce dernier est lui-même victime d'un coup d'État de son second Julius Maada Bio (actuel président de la Sierra Leone) en 1996. Mais sous la pression, il remet très vite le pouvoir en mars 1996 à Ahmad Tejan Kabbah. Il est contraint à l'exil en Guinée un an plus tard, en 1997, à la suite du coup d'État de Johnny Paul Koroma. Les forces de la CEDEAO interviennent une deuxième fois et réinstallent le président déchu dans ses fonctions le 10 mars 1998. L'ECOMOG restera dans le pays jusqu'en mai 2000.



MALI (2012-2013) : UNE FORCE ÉPHÉMÈRE CONTRE LES TERRORISTES

Alors que la CEDEAO se démène pour poser les jalons d'un retour à l'ordre constitutionnel suite au coup d'État du capitaine Amadou Haya Sanogo le 22 mars 2012, la situation sécuritaire s'aggrave. Pour faire face aux terroristes et aux rebelles dans le nord du pays, les chefs d'État de l'instance lancent la mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA) approuvée par le conseil de sécurité des Nations unies en date du 20 décembre 2012. Cette force composée de près de 3 000 hommes agit de manière éphémère sous pavillon CEDEAO. Elle passe dès le 7 mars 2013 sous contrôle de l'Union africaine avant que les troupes ne soient intégrées au sein de la MINUSMA le 1er juillet 2013.

La CEDEAO a également déployé des troupes en Guinée-Bissau et en Côte d'Ivoire sans toutefois mener de réelles opérations de combat.

AIGE, LES LEÇONS D'UNE PREMIÈRE EXPÉRIENCE

Avec la proclamation des résultats définitifs du scrutin référendaire du 18 juin dernier, le 21 juillet 2023, l'Autorité indépendante de gestion des élections (AIGE) a achevé son baptême du feu dans l'organisation des élections au Mali. Un premier grand défi relevé pour cet organe, auquel certains acteurs du processus électoral font des recommandations pour une amélioration dans la gestion des scrutins à venir.

MOHAMED KENOUVI

Sa capacité à organiser le référendum dans un délai serré était mise en cause par des acteurs de la classe politique et de la société civile. Avec les moyens logistiques mis à sa disposition et appuyée techniquement par le ministère de l'Administration territoriale, l'Autorité indépendante de gestion des élections (AIGE) a assuré l'organisation du référendum sur toute l'étendue du territoire, excepté certains endroits où le scrutin n'a pas eu lieu pour des raisons politiques, notamment à Kidal.



Les membres de l'**AIGE** lors d'une conférence de presse en juin 2023.

Points de satisfaction Les observateurs du processus électoral, qui étaient au cœur du déroulement du scrutin de son début à la fin, ont noté des points de satisfactions qu'ils ont mis à l'actif de l'AIGE. Parmi ces points positifs, dans sa déclaration préliminaire

technique du scrutin. Elle a, selon la COCEM « pu mobiliser dans un temps record tout le matériel nécessaire au vote, confectionner et distribuer les cartes d'électeur, recruter, former et déployer les agents électoraux sur l'ensemble du territoire, malgré quelques insuffisances ».

à pérenniser sa collaboration avec les observateurs, y compris l'accréditation des observateurs à suivre les différentes étapes du dépouillement et de la centralisation des résultats. Enfin, nous invitons l'AIGE à renforcer davantage la formation des agents électoraux en vue d'une meilleure qualité des opérations électorales », confie Andié Adama Dara, Chargé de Communication de la COCEM. Pour sa part, MODELE-MALI, en plus des recommandations publiées au lendemain du scrutin référendaire, relatives à la transparence, à l'inclusivité et à la sécurisation du processus électoral pour les scrutins à venir, est en train de mettre au point son rapport final. Joint par nos soins, le chef de la mission, Dr. Ibrahima Sangho, n'a pas souhaité dévoiler le contenu de ce rapport, qui, nous a-t-il assuré, sera publié « sous peu ».

Si la société civile, à travers ses missions d'observation des élections, semble globalement satisfaite (...), certains acteurs de la classe politique ne sont pas tendres avec le nouvel organe.

sur le déroulement du scrutin au lendemain de sa tenue, le 19 juin, la Mission d'observation des élections au Mali (MODELE-MALI) relevait la disponibilité des documents et matériel électoral dans les bureaux de vote, la présence des forces de défense et de sécurité au niveau de la majorité de ces bureaux et l'accréditation des observateurs suivie d'une bonne collaboration avec l'Autorité indépendante de gestion des élections. La Coalition pour l'observation citoyenne des élections au Mali (COCÉM), de son côté, note que l'AIGE a su relever le défi de l'organisation logistique, matérielle et

Recommandations La COCEM a récemment soumis son rapport provisoire d'observation, suivi des échanges avec l'AIGE sur ses analyses des résultats du scrutin bureau par bureau de vote, et annoncé dans un communiqué en date du 25 juillet qu'elle publierait prochainement son rapport final en vue de « partager les principales leçons et d'attirer l'attention des autorités électorales et politiques sur les principaux défis relevés au cours de ce processus référendaire ». « Nous exhortons l'AIGE à satisfaire toutes ses attributions, conformément à la loi électorale. Nous l'encourageons

Dans le viseur des politiques

Si la société civile, à travers ses missions d'observation des élections, semble globalement satisfaite de cette première expérience d'organisation d'une élection par l'AIGE, certains acteurs de la classe politique ne sont pas tendres avec le nouvel organe. Accusant le Président de l'AIGE de s'adonner au « men-

EN BREF

CSP-PSD : LE MAA DE LA PLATEFORME CLAQUE LA PORTE

Après le Groupe d'autodéfense Touareg Imghad et alliés (GATIA), le 25 juillet dernier, c'est au tour du Mouvement arabe de l'Azawad (MAA) de la Plateforme des mouvements du 14 juin 2021 d'Alger de quitter le Cadre stratégique permanent pour la paix, la sécurité et le développement (CSP-PSD). Dans un communiqué en date du 1er août signé de son Secrétaire permanent, Moulaye Ahmed Ould Moulaye, le MAA indique que les positions et les décisions actuelles du CSP-PSD « ne sont plus en phase avec la ligne et l'esprit qui ont présidé à la création de la plateforme des mouvements républicains ». Le Mouvement, qui assure toutefois être résolu à respecter tous ses engagements afférents à l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, souligne qu'il « fera tout ce qu'il peut pour garder des relations fraternelles et amicales avec tous les Mouvements signataires et ceux de l'inclusivité qui croient aux valeurs républicaines édictées par l'Accord ». Toutefois, certaines sources nous confient qu'à l'interne cette décision de quitter le CSP suscite des remous. ■ **M.K.**

songe doublé de la propagande», le Front uni contre le référendum exigeait le 22 juin 2023 sa démission, ainsi que celle de tous les membres de l'organe, « afin d'envisager des élections propres pour le reste du cycle électoral ».

Un mois après, le 22 juillet, la Coordination des organisations de l'appel du 20 février pour sauver le Mali, fer de lance du Front, indiquait s'inquiéter de la suite du processus électoral, au regard de « la légèreté et de l'incompétence des organes chargés de sa conduite, notamment l'AIGE », dans une déclaration publiée après la validation du scrutin référendaire par la Cour constitutionnelle. ■



un site

un hebdo

une appli

Toute l'actu du Mali



www.journaldumali.com



@JournalDuMali



@JourDuMali

- GRATUIT - GRATUIT - GRATUIT
- GRATUIT - GRATUIT - GRATUIT - GRATUIT - GRATUIT - GRATUIT - GRATUIT

DES INNOVATIONS ATTENDUES POUR LE NOUVEAU CODE MINIER

Le Conseil des ministres du 21 juin 2023 a adopté deux projets de loi dans le secteur minier. L'un portant Code minier au Mali et l'autre relatif au Contenu local dans le secteur minier. L'objectif de ces réformes est de corriger « les insuffisances pour une amélioration substantielle de la contribution du secteur minier à l'essor économique et social », expliquent les autorités.

FATOUmata MAGUIRAGA

Le nouveau projet de Code minier est censé apporter des innovations par rapport à celles adoptées par le Code de 2019. Tout en réaffirmant la souveraineté de l'État sur les ressources minérales du sous-sol, les changements sont relatifs à la réorganisation du régime des titres miniers et la réforme du régime fiscal et financier et entendent combler un vide juridique et résoudre des incohérences. L'une des premières innovations concerne la mise en place de deux conventions d'établissement. Alors que le Code de 2019 prévoyait une convention unique pour la recherche et l'exploitation, d'une durée de 20 ans, la nouvelle disposition prévoit une convention d'établissement pour la phase de recherche d'une durée totale de 9 ans, y compris les 2 renouvellements, et une convention d'établissement pour la phase d'exploitation d'une durée de 12 ans, dont 2 pour la phase de construction de la mine.

Quelques innovations :

Phase de recherche : De 20 à 9 ans

Définition des substances stratégiques : Or, Lithium

Fixation de ratios pour le recrutement des nationaux

Optimiser les profits La suppression des exonérations sur



Le Mali veut adopter de nouvelles mesures pour l'exploitation minière.

les produits pétroliers en phase d'exploitation est également une innovation majeure introduite pour mieux faire profiter l'État de l'exploitation minière.

En effet, pendant plus de 30 ans, il a exonéré les sociétés minières sur les achats de produits pétroliers durant la phase d'exploitation. Ce qui a coûté en moyenne 60 milliards de francs CFA par an sur les 3 dernières années, selon les rapports d'audit, alors que les sociétés minières n'ont versé que 36 milliards de dividendes à l'État au titre de sa participation sur la même période. L'indexation de la taxe ad va-

lorem sur le cours de l'or et des autres substances minérales est également une nouvelle disposition qui vise à permettre à l'État de bénéficier de la hausse des cours de ces produits.

Et pour mieux faire profiter l'économie nationale du potentiel de l'industrie minière, une loi sur le Contenu local a été initiée. L'innovation principale consiste à l'encadrer efficacement et à le promouvoir. Ceci permettra notamment d'augmenter la valeur ajoutée locale et la création d'emplois, de favoriser le développement d'une main-d'œuvre locale qualifiée et compétente et de contribuer ainsi à une participation plus accrue des populations à la chaîne de valeur des industries minières. ■

EN BREF

PERSPECTIVES DE LA BAD : PIB EN HAUSSE EN AFRIQUE DE L'OUEST

La Banque africaine de développement (BAD) a publié ce 31 juillet 2023 les « Perspectives économiques africaines 2023 » pour l'Afrique de l'Ouest. Centrée sur la sous-région, la publication met l'accent sur les tendances macroéconomiques récentes et les perspectives. La croissance moyenne du PIB s'est ralentie, passant de 4,4% en 2021 à 3,8% en 2022. Concernant la demande, la croissance est tirée par la consommation des ménages et l'investissement et pour l'offre par le secteur des services. La décélération est liée principalement à la résurgence de la Covid-19 en Chine, principal partenaire de l'Afrique de l'Ouest, la crise en Ukraine, ayant occasionné l'inflation des prix des denrées alimentaires, des engrais et des carburants, le resserrement des conditions financières dans les pays développés et la persistance des défis sécuritaires. La croissance du PIB s'est ralentie dans tous les pays de la zone, sauf au Cap Vert, en Gambie, en Guinée, au Mali et au Niger. Le Cap Vert, dont l'économie est basée sur le tourisme, a enregistré la hausse la plus significative, avec 10,5% contre 7% en 2021. Les perspectives sont dans l'ensemble favorables dans la région et la croissance devrait se stabiliser à 3,9% en 2023 et à 4,2% en 2024. ■ F.M

Karité Les prix sont en hausse

Les prix du karité sont en hausse cette année, où la demande est forte dans un contexte marqué par une baisse de la taille des récoltes dans plusieurs zones de production, annonce le magazine N'kalo dans son bulletin du 28 juillet 2023. « Des zones de collectes sont inaccessibles en raison de l'insécurité dans de nombreux pays de la sous-région », ajoute-t-il. « Nous continuons

d'anticiper une hausse probable des prix dans les prochains mois », poursuit le bulletin. Au Nigeria, l'heure est à la dernière partie de la collecte des fruits de karité, tandis qu'au Bénin elle bat son plein dans certaines régions, comme le département de l'Alibori, mais diminue progressivement ailleurs. Au Ghana, « la collecte des noix de karité s'intensifie progressivement à l'approche

de la haute saison du mois d'août ». Pendant ce temps, au Burkina Faso, c'est plutôt la période de commercialisation. En Côte d'Ivoire, la transformation bat son plein, mais la production n'a pas été très bonne, alors qu'au Mali elle démarre « timidement » et qu'en Guinée on récolte. Le Mali possède le deuxième plus grand parc de karités, avec 75 millions d'arbres, mais exporte essentiellement les

noix. Ce qui diminue fortement la valeur ajoutée pour cette filière. Selon l'Alliance globale du karité (AGK), près de 2 milliards de karités poussent naturellement dans les parcs de 21 pays africains et 16 millions de femmes des communautés rurales collectent et transforment les noix pour en extraire une huile comestible également utilisée dans les cosmétiques. ■

F.M

Green Trash Valoriser les déchets

Moussa Seydou Konaté est titulaire d'un diplôme en Ingénierie industrielle obtenu en Turquie. Rentré en 2014, il s'intéresse aux questions environnementales d'abord, pour comprendre les différentes problématiques du secteur. La première réalité à laquelle il fait face est l'absence de poubelles et surtout leur inadaptation.

Le promoteur de Green Trash réalise donc son premier modèle de poubelle, en bois, ensuite en plastique et finalement le modèle actuel, en plastique recyclé. Ces poubelles sont proposées aux particuliers, aux entreprises et aux mairies. Les commandes sont aussi effectuées par des ONGs qui les offrent dans le cadre de leurs activités. Mais il s'agit d'un travail d'échelle où les mairies doivent jouer un rôle important, en tant qu'acteur principal dans l'assainissement, puis les entreprises, qui constituent de gros pourvoyeurs de déchets. Malheureusement, les mairies ne sont pas encore intéressées à hauteur de souhait. Plusieurs problématiques se posent. D'une part, il n'existe

pas de véritable hiérarchisation des acteurs, ce qui fait qu'ils se marchent sur les pieds, déplore le promoteur de Green Trash. En outre, ils s'intéressent en même temps à tous les aspects de l'environnement au lieu de se spécialiser dans un domaine précis. Il existe aussi un manque de moyens des acteurs étatiques. Quand au grand public, il doit être amené à s'impliquer davantage et à prendre en compte son rôle dans l'assainissement. Ce qui devrait être fait par les autorités mais incombe surtout actuellement aux privés. La commercialisation des poubelles de tri de Green Trash est difficile vu leur coût élevé, 52 000 francs CFA, prohibitif pour la plupart des particuliers. L'entreprise a donc entrepris de les



Moussa Seydou Kanouté est le promoteur de Green Trash.

proposer, avec une garantie de 4 ans, gratuitement. En contrepartie elle propose un abonnement au ramassage et au tri à partir de 6 000 francs CFA par mois. Ce qui permet à Green Trash de transformer les déchets collectés, de les vendre et de reverser une partie des gains aux clients. Un modèle économique qu'elle s'attèle à mettre

en œuvre dans 8 quartiers, dont Banankabougou. L'argent reversé dépend de la quantité de déchets collectés mais le client n'est éligible à la ristourne qu'après un an d'abonnement.

Green Trash compte 12 travailleurs fixes et une quarantaine de journaliers. ■

FATOUmata MAGUIRAGA

afribone

Connexion Internet illimitée jusqu'à 40 Mbits/s à votre domicile

20 28 00 00

www.afribone.com

SYNDICATS DE LA SANTÉ : GRÈVE NATIONALE DE 5 JOURS

La Fédération des Syndicats de la Santé et de l'action sociale (FESYSAM) et le Syndicat des médecins du Mali (SYMEMA) ont entamé un mouvement de grève de 120 heures (5 jours) ce 31 juillet 2023. Une grève qui pourrait être illimitée si les doléances ne sont pas satisfaites, menace la Plateforme des syndicats de la santé, (PLASSMA), qui réunit les deux organisations.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Plusieurs services de santé sont affectés par cette grève nationale.

Dans son préavis de grève daté du 7 juillet 2023, la Plateforme « exige », entre autres, l'adoption du projet de statut des agents de santé, la finalisation du processus d'intégration du personnel qualifié, sur le Fonds des Associations de santé communautaires (ASACO), à la Fonction publique des Collectivités et la création d'une passerelle entre la Fonction publique des Collectivités et l'enseignement supérieur. Alors qu'une grève est déjà en cours dans les grands hôpitaux publics, cette « grève totale », selon les syndicalistes, concerne tous les niveaux de la pyramide sanitaire et menace un système de santé miné par plusieurs maux dont les remèdes n'ont pas encore été trouvés.

Manque de volonté ? Pour les syndicalistes, cette grève, « qu'ils n'ont pas souhaitée », est la conséquence d'une mauvaise foi de la part des autorités. Selon Dr Naman

Pour les médecins, il s'agit de réparer une injustice avec cette grève nationale.

Keita, Commissaire aux comptes de la FESYSAM et membre de la PLASSMA, « cette situation n'est pas nouvelle » et un procès-verbal de conciliation a même été signé en 2020. Ensuite, une commission a travaillé sur le statut des agents de santé et, après « toilettage », la dernière phase consistait à l'envoyer au Conseil supérieur de la Fonction publique pour

validation. Le document devait ensuite être acheminé vers un organe consultatif (Conseil des ministres ou autre) et « cette activité n'a pas pu être réalisée », déplore le Dr Keita. Le service minimum est observé et les urgences ont tendance à être débordées, témoigne un agent d'un grand hôpital. Pour le Dr Adama Goïta, membre de la Plateforme, il s'agit de « réparer une injustice ». Les Docteurs sont considérés comme des ingénieurs alors qu'ils ont des diplômes supérieurs. Ce qui ne peut se faire qu'avec l'octroi d'un statut particulier pour les agents, comme les sages-femmes, classées dans la catégorie B2 alors que les autres fonctionnaires qui ont un Bac+3 sont dans la catégorie A.

La Plateforme demande également d'intégrer les agents qualifiés des Associations de santé communautaire (ASACO) dans la Fonction publique des Collectivités, parce que ces ASACO, qui ne les payent que de façon dérisoire, « ne peuvent donner que ce qu'elles ont ».

EN BREF

CHANGEMENT CLIMATIQUE : DES JOURNALISTES ET ANIMATEURS OUTILLÉS

Produire des contenus radio-phoniques de qualité afin d'informer et de sensibiliser davantage les populations sur les effets des changements climatiques, c'était l'objectif d'un atelier organisé par la Commission nationale malienne pour l'UNESCO à l'endroit des journalistes et animateurs des radios communautaires. L'atelier, qui a démarré le lundi 31 juillet et s'est étalé sur trois jours, a été l'occasion d'échanges sur les défis immenses liés à la problématique. Les formateurs l'ont assuré, les changements climatiques constituent aujourd'hui l'un des défis majeurs pour le développement socio-économique du Mali. C'est dans ce cadre que la Commission nationale malienne pour l'UNESCO a initié cette session de sensibilisation et de formation. Objectif, outiller les journalistes et animateurs afin de produire des émissions sur les effets des changements climatiques. Cette formation s'inscrivait dans une double perspective. D'abord, permettre aux participants de s'approprier non seulement les concepts liés à l'environnement et aux changements climatiques et aussi leur permettre de mieux comprendre les causes et les conséquences de ces phénomènes. 25 hommes de médias proposés par la Maison de la Presse ont participé à l'atelier qui, selon ses initiateurs, doit leur permettre de participer pleinement à la lutte contre ce fléau. À la fin de la formation, certains participants ont affiché leur satisfaction quant à la meilleure connaissance qu'ils ont désormais des effets du changement climatique. Selon les spécialistes, les femmes et les enfants sont les plus vulnérables aux effets du changement climatique et le Sahel est particulièrement touché.

M.K

ÉCHOS DES RÉGIONS

YOROSSO : FIN DE LA 1ÈRE PHASE DE LA CAMPAGNE ANTI PALUDISME

Le premier passage de la campagne de prévention du paludisme saisonnier chez les enfants de 0 à 5 ans a pris fin ce 31 juillet 2023 à Yorosso, dans la région de Sikasso. La campagne, qui a débuté le 27 juillet dernier, avait pour objectif de donner des doses de médicaments antipaludiques à 11 434 enfants de 3 à 11 mois et à 53 905 enfants de 12 à 59 mois. Initiée par les autorités depuis quelques années, cette campagne permet de prévenir les cas les plus graves de paludisme durant la période hivernale, propice à la prolifération des moustiques, vecteurs du paludisme. La stratégie, qui consiste à faire du porte à porte, a pour but d'atteindre le maximum d'enfants. Malgré une baisse de 7,6% du nombre de cas au Mali, la maladie reste l'une des premières causes de mortalité, surtout chez les enfants de cette tranche d'âge.

F.M

CÔTE D'IVOIRE : QUI POUR SUCCÉDER À HENRI KONAN BÉDIÉ ?

L'ex Président ivoirien Henri Konan Bédié est décédé le 1er août 2023 des suites d'un malaise à l'âge de 89 ans. Président du PDCI-RDA, il a dirigé ce parti pendant 29 ans.

OUAKALTIO OUATTARA



L'ex-président ivoirien Henri Konan Bédié est décédé mardi 1er août à la suite d'un malaise.

Président de la Côte d'Ivoire de 1993 à 1999, puis renversé par un coup d'État, l'ex Président ivoirien Henri Konan Bédié a rendu l'âme dans l'après-midi du mardi 1er août 2023 à la PISAM à l'âge de 89 ans. Président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) depuis 20 ans, il avait reporté aux calendes grecques sa succession. Candidat unique à celle-ci au sein de son parti pour le congrès prévu en octobre prochain, il était pressenti comme le candidat du PDCI à l'élection présidentielle de 2025.

Des héritiers dans l'attente Pendant longtemps, la succession au sein du PDCI est restée un sujet tabou. Interrogé en 2020 par nos confrères de Jeune Afrique sur la date de sa retraite politique, « le Sphinx de Daoukro », comme on l'appelait, avait répondu « autant demander la date de ma mort ». Cela n'avait nullement empêché plusieurs cadres du PDCI de se préparer à lui succéder. Parmi ces derniers, l'on compte l'homme d'affaire et politique Jean-Louis Billon, qui depuis 2020 avait émis le vœu d'être le candi-

dat du PDCI à l'élection présidentielle et Tidiane Thiam, son neveu, qui, après une longue absence du terrain politique, est entré au bureau politique du PDCI début 2023. À ces deux figures s'ajoutent plusieurs autres prétendants comme Maurice Kacou Guikahué, Secrétaire exécutif du PDCI, ou encore Ouassénan Konan, l'un des plus anciens Vice-présidents de ce parti. Ces derniers pourraient se retrouver face à des héritiers putatifs venant du Centre baoulé (ethnie dont sont issus Henri Konan Bédié et Félix Houphouët-Boigny, majoritairement PDCI). Cette mort brusque, à une trentaine de jours des élections locales (municipales et régionales), plonge le parti dans le doute et ouvre la nuit des longs couteaux pour la succession.

Au-delà de cette bataille, c'est l'avenir du PDCI qui se retrouve en jeu à deux ans de la prochaine élection présidentielle. La mort de son premier Président, Félix Houphouët-Boigny, avait fait exploser le parti en deux, avec la naissance du RDR (actuellement au pouvoir sous l'appellation RHDP). Reste à savoir si les prochains gouvernants résisteront longtemps à l'appel du Président Alassane Ouattara de le rejoindre au sein du parti gouvernemental.

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

UKRAINE - RUSSIE : NOUVEAU TOURNANT DANS LA GUERRE

La guerre russo-ukrainienne semble être entrée dans une nouvelle phase. Depuis plusieurs jours, les attaques de drones ukrainiens visant la capitale russe se multiplient. Les autorités russes ont annoncé avoir déjoué le 1er août une nouvelle attaque, mais selon elles l'un des drones a percuté un immeuble de bureaux d'un quartier d'affaires moscovite. Aucun bilan n'a été fourni. L'aéroport international de Moscou a été temporairement fermé mardi avant de retrouver son activité normale. Cette attaque fait suite à celle des trois drones repérés avant le lever du soleil au-dessus de Moscou le 30 juillet. L'un d'entre eux a frappé un immeuble, mais les bureaux touchés étaient vides et personne n'a été blessé. Les deux autres ont pu être interceptés. L'Ukraine revendique désormais cette stratégie. En visite dans un hôpital le jour de l'attaque, le Président Volodymyr Zelensky a déclaré que le territoire russe était désormais une cible. « Progressivement, la guerre revient sur le territoire russe, dans ses centres symboliques et ses bases militaires, et c'est un processus inévitable, naturel et absolument juste ».

B.S.H

Sénégal Vives tensions après l'emprisonnement d'Ousmane Sonko

Depuis l'arrestation et le placement sous mandat de dépôt d'Ousmane Sonko, le 31 juillet, la tension est de nouveau très vive au Sénégal. Son parti, le PASTEF, a également été dissous dans la foulée par les autorités, au motif d'appels fréquents de ses dirigeants à des mouvements insurrectionnels. Depuis ces annonces, des manifestations ont éclaté à Dakar et à Ziguinchor, ville dont Ousmane Sonko est le maire. Deux morts ont été enregistrés à l'issue d'une première journée de troubles. Le 1er août, la ville de Dakar a de nouveau été secouée par de violentes manifestations qui ont fait, selon les médias locaux, deux victimes. Poursuivi pour appel à l'insurrection, at-

teinte à la sûreté de l'État et association de malfaiteurs, le leader politique de 49 ans risque de 5 à 20 ans de prison, selon ses avocats. Ce qui éteindrait définitivement ses espoirs de candidature pour la présidentielle de 2024. Ousmane Sonko, déjà condamné en juin, par contumace, à deux ans de prison ferme pour corruption de la jeunesse, a promis le chaos s'il était empêché de se présenter. Son parti et ses avocats dénoncent des manœuvres politiques pour l'écarter de la course au fauteuil présidentiel. Les positions des différents camps sont très tranchées et les analystes craignent de nouvelles confrontations violentes.

ARABIE SAOUDITE : LES STARS QUI ONT DÉJÀ SIGNÉ

Depuis le début du mercato, le championnat saoudien attire les plus grands noms du football grâce notamment aux fortes sommes proposées. Dans cette infographie, nous recensons les stars qui ont signé dans ce championnat.



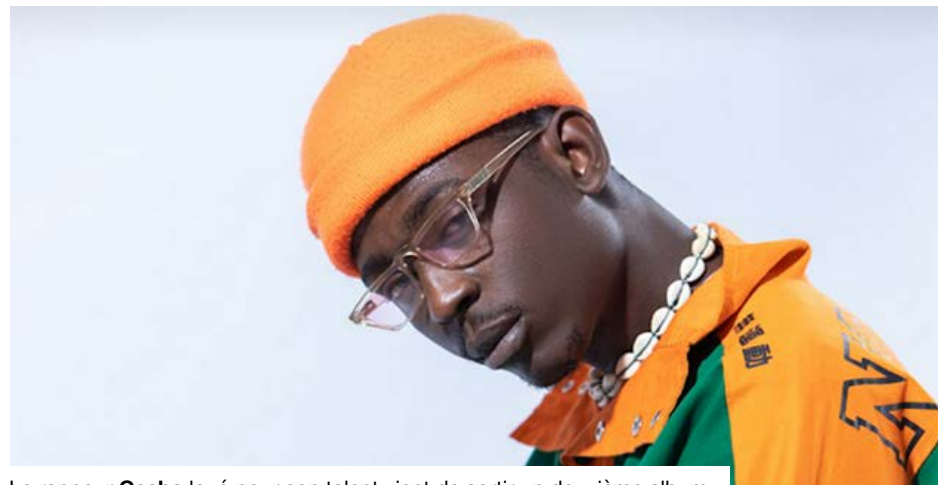
Source : Rédaction

Paru dans Journal du Mali l'Hebdo
n°434 du 3 août 2023

BANANA SEASON 2 DE CASHA EST DANS LES BACS

Né à Lomé, Casha rejoint la capitale malienne à l'âge de 8 ans. Déjà bercé par la musique, qu'il écoute dès son plus jeune âge, il s'y essaye dès le collège. Plutôt bon élève, il termine sa Licence multimédia au Conservatoire Balla Fasseké Kouyaté. Après une longue préparation, Banana Season 2 est en vente sur les plateformes digitales depuis le 23 juillet 2023. Un album de 15 titres qui explore l'univers particulier de ce jeune rappeur qui ne veut pas faire comme tout le monde.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Le rappeur Casha loué pour son talent vient de sortir un deuxième album.

études après sa Licence multimédia. Les deux projets pouvant être menés parallèlement grâce à une forte volonté. Interrogé sur son absence de la scène durant un très long moment, il explique qu'avant d'être artiste on a une vie sociale, dont les contingences peuvent nous imposer des choix à des moments précis. Ensuite, il s'agissait de s'interroger sur sa place dans la musique, dans l'industrie musicale du Mali. Il lui fallait aussi prendre le temps de perfectionner ce qu'il fait. Un temps mis à profit aussi pour faire des clips, du réseautage. Plusieurs autres titres sont même déjà prêts et des collaborations futures ne sont pas à exclure.

Rester libre Minutieux, Casha préfère prendre du temps pour ce qu'il fait et avance à son propre rythme. Ses fans sont d'ailleurs comme sa famille, « ils sont ceux qui comprennent, qui ont une interaction avec sa musique ». Contre le « schéma tracé dans lequel on veut que l'on s'inscrive », il estime en tant qu'artiste qu'il faut créer le mouvement et non le suivre.

Il ne faut surtout pas attendre de Casha qu'il « fasse le buzz ». « Pour la mission que j'ai, il faut aller au-delà du buzz, qui est aléatoire. Il faut avoir un plan de base et le suivre. Pas besoin de faire du buzz ». Pour cet artiste, derrière l'envie de faire de la musique, il y a une volonté,

celle de faire « monter le niveau ». Quitte à ce que tout le monde n'écoute pas. S'il ne prévoit pas un concert dans l'immédiat, il « prépare un show », à la suite de la sortie de l'album, d'ici la fin de l'année. Il veut mener son art à son sommet, mais n'a pas renoncé à poursuivre ses

Parce que vouloir faire comme tout le monde peut empêcher d'avoir une vraie direction artistique, indispensable pour changer les choses en tant qu'artiste. « Cela peut prendre du temps », mais avec la conviction, forcément on y arrive. C'est en tout cas le credo de Casha. ■

INFO PEOPLE

GIMS ANNULE SON CONCERT EN TUNISIE

Gims a annoncé l'annulation de son concert prévu pour le 11 août en Tunisie, à Djerba, afin de protester contre la situation dans laquelle se trouvent les migrants. « Je ne peux maintenir ma venue en Tunisie. Je ne sais pas où sont les solutions. Mais cette détresse extrême est insoutenable ». Le 27 juillet, l'ONU a demandé des « solutions urgentes » pour les centaines de réfugiés et de migrants bloqués dans des conditions désastreuses près des frontières de la Tunisie avec la Libye et l'Algérie. Gims est l'un des rares artistes à s'être exprimé sur les conditions terribles que vivent les réfugiés subsahariens en Tunisie.

GÉRARD DEPARDIEU ACCUSÉ D'AGRESSIONS PAR PLUSIEURS FEMMES

Avec les témoignages accusateurs qui s'enchaînent, l'acteur français de 74 ans a désormais tous les traits d'un prédateur sexuel. Autrefois incontournable au cinéma, Gérard Depardieu est accusé par au moins seize femmes d'agressions sexuelles ou de viols. Toutes décrivent le rire graveleux, les regards insistants et les propos sexuels vulgaires de l'acteur. La dernière accusation en date a été révélée le 28 juillet dernier. En 2018 déjà, une jeune actrice avait porté plainte contre l'acteur pour viols mais sa plainte avait été classée sans suite. La jeune femme a déposé une nouvelle plainte avec constitution de partie civile. L'information judiciaire est en cours.

Journal du Mali
l'hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Boubacar Sidiki HAÏDARA

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURE

Rédaction :
Idelette BISSOU - Boubacar Sidiki HAÏDARA - Mohamed KENOVI - Fatoumata MAGUIRAGA - Aly Asmane ASCOFARÉ

Photographie : Emmanuel B. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badanya, près MÆVA Palace - Bamako
Tél : + 223 44 90 26 40
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



POUR TOUTE LA FAMILLE, POUR TOUTE LA VIE.

JIGIDAFA

**La solution idéale pour bien préparer
votre retraite en toute sérénité**

JIGIDAFA est un plan de retraite à cotisations définies à votre mesure et avec une garantie décès optionnelle. Optez pour JIGIDAFA de SONAVIE pour vous offrir l'assurance de bien préparer votre retraite en toute sérénité.



SMARTMEDIA | MALI

www.sonavie.com

Tél. : +223 20 29 54 00 | Fax : +223 20 29 55 01 | E-mail : sonavie@sonavie.com
Imm. SONAVIE | BPE 2217, ACI 2000 | Bamako - Mali